

Malgré qu'un minimum de coopération soit le préalable essentiel à tout progrès dans l'arène internationale, nous avons été témoin d'affrontements outranciers sur des questions qui n'étaient pas liées à l'objet de ces conférences. J'ai à peine besoin d'évoquer ce qui met le feu aux poudres: le racisme en Afrique australe, le conflit du Moyen-Orient, les relations entre producteurs et consommateurs et l'éventail des problèmes de développement économique qui motivent la revendication d'un "Nouvel ordre économique international". Le Canada n'a pas à être convaincu que ce soient là de vrais et d'épineux problèmes auxquels il faut s'attaquer de toute urgence, au sein des instances appropriées, avant qu'ils n'empoisonnent tout le corps des Nations Unies; et on ne doutera pas que nous jugeons souhaitable et même nécessaire que l'on accorde l'importance qui revient aux facteurs d'ordre politique, même dans le cadre des discussions les plus techniques. Mais ces facteurs politiques doivent tout de même passer la rampe de la pertinence; et en ce qui a trait aux récentes conférences des Nations Unies, il est clair que ces facteurs ne l'ont point passée.

Les députés savent fort bien que dans le cas du Congrès de Toronto sur la prévention du crime, qui devait avoir lieu en septembre, un des problèmes que je viens d'évoquer avait déjà pris un relief inquiétant. La résurgence de ce problème découle de la résolution adoptée